

Questions orales

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, le ministre n'entrevoit pas de répercussion. Dans ce cas, pour-quoi a-t-on agi de la sorte?

Le ministre souligne également que cette légère hausse n'importe pas vraiment. Il y a deux ans, nous avons connu des augmentations semblables semaine après semaine. Pourtant, le gouvernement n'a rien fait pour y mettre un terme. Les taux d'intérêt ont atteint 22 p. 100. La même chose pourrait se reproduire. Nous, du Nouveau parti démocratique, voulons que le gouvernement intervienne pour mettre un terme à ces augmentations.

Après que les taux eurent accusé une quatrième hausse, nous avons posé une question qui établissait un lien entre le chômage et la montée des taux d'intérêt. Je vais de nouveau poser cette question: Le ministre voudrait-il dire à la Chambre si le gouvernement est prêt à cesser de créer délibérément du chômage... en favorisant les taux d'intérêt élevés? C'est la question que je pose de nouveau au ministre aujourd'hui.

[Français]

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, la réponse sera très courte et très rapide. La réponse est exactement la même que celle donnée à la question posée antérieurement. Le gouvernement n'a pas pour politique de favoriser des taux d'intérêt élevés; le gouvernement a une politique qui vise à maintenir les taux d'intérêt les plus bas possibles et c'est une politique qui vise à créer le plus possible d'emplois au Canada, et ce le plus rapidement possible. Il ne s'agit pas d'une politique du genre de celle que l'honorable député suggère.

[Traduction]

L'INCIDENCE DES TAUX D'INTÉRÊT SUR LE CHÔMAGE

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, je rappelle au ministre que cette question a été posée après que les taux d'intérêt eurent accusé une quatrième hausse en 1979. Par la suite, le gouvernement conservateur a relevé encore davantage les taux d'intérêt. C'était le député de Windsor qui avait posé la question. Mais aujourd'hui, le ministre a répondu précisément de la même manière que le député de Saint-Jean-Ouest il y a environ deux ans.

M. Crosbie: Cessez donc de plagier, Marc.

M. Deans: S'ils donnent la même réponse, c'est que leurs pensées se rejoignent.

M. Broadbent: S'il était vrai en 1979, au moment où le parti conservateur était au pouvoir, que les taux d'intérêt élevés contribuaient à accroître le chômage, le ministre voudrait-il expliquer au public canadien pourquoi le chômage ne peut s'aggraver quand un gouvernement libéral décide d'accroître les taux d'intérêt?

[Français]

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, j'ai déjà répondu à cette question plusieurs fois la semaine dernière, et mon honorable collègue était sans doute encore absent de la Chambre, sinon je l'invite tout simplement à lire le hansard de temps à autre. Il se rendra compte que j'ai bien souligné qu'en dépit de l'augmentation des taux d'intérêt survenue au Canada et aux États-Unis durant les dernières semaines, on ne doit pas conclure nécessairement qu'il y aura un impact négatif sur les emplois et le taux de croissance de

l'économie canadienne pas plus que de l'économie américaine. En fait, les taux d'intérêt aux États-Unis ont commencé à augmenter dès les mois de janvier et février et, en dépit de ceci, le taux de croissance de l'économie américaine a été plus élevé que celui de bien des trimestres antérieurs. Il n'y a donc pas de relation automatique et immédiate entre une augmentation légère des taux d'intérêt et un ralentissement de la croissance économique et une augmentation du chômage. C'est une relation qu'il est impossible d'établir de façon immédiate et aussi simpliste que le suggère l'honorable député.

Je lui rappelle qu'au Canada, en 1980 et 1981 par exemple, les taux d'intérêt ont connu une croissance rapide, et durant plusieurs mois l'économie canadienne a continué de croître et le chômage a continué de diminuer en dépit du fait que nous avons connu une hausse des taux d'intérêt.

Le gouvernement ne favorise pas une hausse des taux d'intérêt; nous poursuivons la politique, encore une fois, des plus bas taux d'intérêt possibles, et je reconnais que la solution préférée est celle d'avoir des taux inférieurs à ceux que nous connaissons à l'heure actuelle. Mais, encore une fois, on ne peut pas adopter la philosophie du NPD qui consiste à dire au monde de s'arrêter pendant qu'on va pouvoir en débarquer. Nous avons à vivre dans un monde réel, nous vivons en Amérique du Nord et nos économies, l'économie canadienne et l'économie américaine, sont extrêmement interdépendantes. Ignorer ce fait élémentaire, eh bien, c'est vouloir refuser de regarder la réalité, ce qui d'ailleurs est assez typique du NPD.

* * *

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

LES PRÉVISIONS DU CONFERENCE BOARD DU CANADA

L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Je tiens à dire au chef du Nouveau Parti démocratique que le ministre des Finances se heurte à un problème que j'ai moi-même rencontré. Quand je suis arrivé au ministère, il y avait douze ans qu'un gouvernement libéral irresponsable démolissait notre économie. Il y a maintenant 16 ans que cela dure. Voilà pourquoi les taux d'intérêt augmentent.

Le Conference Board a publié aujourd'hui des prévisions très pessimistes. Cet organisme prévoit un ralentissement de la croissance économique. Selon lui, le taux de croissance sera de seulement 3.3 p. 100 cette année, de 0.5 p. 100 l'année prochaine, et il est possible qu'il y ait une récession en 1985. Le Conference Board nous annonce que le taux de chômage ne diminue pas et qu'il risque même d'augmenter dans les prochains mois. D'après lui, le principal facteur responsable de cette situation est le fait que les taux d'intérêt demeurent élevés.

● (1430)

Le ministre a toujours sous-estimé publiquement l'influence des taux d'intérêt élevés. Quand se décidera-t-il à apporter les correctifs qu'il a dit pouvoir envisager lundi? Quand le ministre commencera-t-il à apporter ces correctifs? Combien de temps faudra-t-il au ministre pour présenter un budget qui aura un effet réel sur l'économie, au lieu de laisser les Canadiens dans le pétrin?